

UNE ORGANISATION MILITARISTE FACE AU DROIT INTERNATIONAL

Pour la paix et la sécurité dans le monde, la France doit sortir de l'Otan

LYDIA SAMARBAKHSH ET JOSEPH MARIE RESPONSABLES DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) a été mise en place en 1949 et regroupait alors 12 pays: les États-Unis, le Canada et 10 pays d'Europe de l'Ouest et du Nord. Elle a été souvent présentée comme une alliance défensive destinée à faire face à la menace militaire du bloc soviétique. Pourtant, en 1949, les États-Unis étaient les seuls à posséder la bombe atomique et le pacte de Varsovie n'a vu le jour qu'en 1955 en raison essentiellement de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest (RFA) à l'Otan.

L'Otan est avant tout une organisation militaire, mais, dès l'origine, elle s'est définie comme un outil au service d'une idéologie et un outil pour des intérêts économiques et géostratégiques. Ainsi l'article 2 de la convention constitutive en date du 4 avril 1949 stipule que les parties « s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales ». Dans la réalité d'une Europe post-guerre détruite et très affaiblie, l'Otan a été totalement dominée par les États-Unis. Pour ne pas dépendre de cette domination, la France, sans quitter l'Otan, s'est retirée de 1966 à 1995 du commandement militaire intégré de l'Alliance à l'initiative du général de Gaulle. Elle réintègre le commandement militaire intégré en avril 2009 à l'initiative de Nicolas Sarkozy et, au sommet de Chicago en 2010, le président Hollande accepte les missions nucléaires de l'Otan et le bouclier antimissiles. En fait, avec la fin de la guerre froide marquée en 1991 par la désintégration du pacte de Varsovie, le

caractère militaire et offensif de l'Otan se confirmait en contradiction avec la charte des Nations unies et le droit international, d'autant que la possibilité existait d'un nouveau système de sécurité européen dans lequel l'Organisation pour la sécurité commune en Europe (OSCE), qui avait le statut d'organisation de sécurité régionale tel que défini dans la charte des Nations unies, aurait pu constituer un outil approprié pour la sécurité en Europe.

Mais l'Otan sous le leadership des États-Unis au lieu de revaloriser le rôle des Nations unies a profité de cette situation pour étendre son influence, en élargissant ses compétences à travers un nouveau concept stratégique du National Security Council (NSC) adopté au sommet de Rome les 7 et 8 novembre 1991, complété au sommet de Washington en avril 1999 par la décision de l'Otan de s'autoriser à agir sans le consentement des Nations unies, ce qui fut le cas en Afghanistan mais aussi dans le cadre de l'invasion angloaméricaine de l'Irak en 2003, après le Kosovo en mars 1999. Au sommet de Lisbonne en novembre 2010, l'Otan s'autorise à intervenir militairement hors du territoire des pays membres, confirmant sa totale illégalité par rapport au droit international et à la charte des Nations unies.

Avec l'intégration de la plupart des États issus de l'ex-Union soviétique au nom du partenariat pour la paix et avec, en plus, son extension à l'espace méditerranéen, c'est une véritable hydre militaire qui s'est implantée au cœur du monde. Quand on sait que l'Otan estime, via le NSC, que son

intervention peut se justifier en cas de menace sur les approvisionnements énergétiques, on mesure le degré de danger et d'illégalité de l'Otan. Dans cette logique guerrière et expansionniste, l'Otan estime devoir disposer de moyens militaires nouveaux et prévoit sinon exige que ses membres s'engagent à maintenir ou augmenter leurs dépenses militaires.

200 C'ÉTAIT EN 2010 LE NOMBRE DES ARMES NUCLÉAIRES NON STRATÉGIQUES AMÉRICAINES BASÉES DANS AU MOINS CINQ PAYS D'EUROPE.

Cette extension des compétences et des terrains d'action de l'Otan inclut les armes nucléaires et explique que des armes nucléaires américaines sont toujours implantées sur le territoire européen.

Ces quelques éléments sont autant d'illustrations du danger que constitue l'Otan mais aussi de son incapacité totale à résoudre les problèmes, comme l'atteste la situation en Afghanistan et en Irak par exemple. De plus, la volonté de l'Otan à travers « le partenariat pour la paix » d'encercler systématiquement la Russie de pays intégrés à l'Otan est créatrice de tensions et contribue là aussi à l'augmentation des dépenses d'armement et à une militarisation des relations internationales dangereuse pour la paix.

C'est pourquoi la France doit se retirer de cette organisation militariste et agir pour sa dissolution. En effet, la mise en oeuvre

d'une conception de la sécurité commune et de la paix basée sur la promotion de tous les droits humains, le respect du droit international, la justice, passe par un développement du multilatéralisme sans domination impliquant la dissolution de l'Otan. Une telle conception implique une action propre en France, en Europe (en réactivant les principes initiaux de l'OSCE) et au plan mondial à travers les Nations unies, pour le développement d'une sécurité humaine et d'une culture de la paix visant la prévention et la résolution politique des conflits.

Une telle ambition nécessite la réduction des inégalités de développement à travers des plans ou programmes solidaires de développement humain, social et écologique permettant par exemple la réalisation des 17 objectifs du développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies, mais aussi une diminution des budgets consacrés aux dépenses militaires tout à fait compatible avec le maintien d'une défense crédible.

C'est cette conception, qui inclut notre exigence d'un monde débarrassé des armes nucléaires, qu'avec les autres peuples nous entendons promouvoir, en apportant notre soutien au contre-sommet de l'Otan les 8 et 9 juillet à Varsovie et en contribuant au succès des marches pour la paix qui auront lieu en France dans 11 grandes villes le samedi 24 septembre à l'initiative du Mouvement de la paix.

OTAN

Pourquoi la France doit sortir de l'Alliance atlantique

Par GAËL DE SANTIS

LE 7 JUIN 2016, LES TROUPES AMÉRICAINES DÉBARQUAIENT PRÈS DE 2 000 PARACHUTISTES DANS L'ENCEINTE MILITAIRE, À TORUN (POLOGNE)

CENTRALE), DANS LE CADRE DE L'EXERCICE MILITAIRE ANACONDA-16 LANCÉ PAR L'OTAN. PHOTO JANEK SKARZYNSKI/AFP



Un sommet du bloc politico-militaire se tient, vendredi et samedi, à Varsovie. En dépit des dangereuses dérives de ces dernières années, la France est à nouveau pleinement impliquée depuis qu'elle est retournée dans le commandement intégré de l'Alliance, sous la présidence Sarkozy.

Les conservateurs polonais sont comblés. « Notre rêve était de voir un jour les troupes de l'Otan en Pologne. Aujourd'hui, ce rêve devient réalité », s'est réjoui le ministre des Affaires étrangères polonais, Witold Waszczykowski, dans une tribune publiée mardi dans le quotidien italien Corriere della Sera. Vendredi et samedi, le sommet de l'Alliance atlantique se tiendra à Varsovie. Tout un symbole, vingt-cinq ans après la fin du rideau de fer. À cette occasion, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) devrait prendre une décision de première importance : renforcer ses capacités militaires sur son flanc oriental. La Russie devient une menace stratégique, tout comme l'Iran ou l'« État islamique ». On se croirait revenu au temps de la guerre froide.

Cette stratégie n'est pas étrangère à l'élargissement de l'Otan aux pays d'Europe centrale et orientale. Aujourd'hui, sur vingt-huit membres de la coalition militaire, on compte douze pays de l'ancien pacte de Varsovie. Pire, la promesse faite à l'ancien dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'Alliance ne s'étendrait pas aux frontières de la Russie n'a pas été tenue. Quatre États membres sont voisins de la Russie.

Tous ces pays travaillent à redonner à l'Alliance une fonction antirusse, notamment depuis la réintégration de la Crimée dans la Fédération de Russie en 2014. Le poids de ces pays est important dans l'Alliance et permet à Washington de contrebalancer les velléités de la France et l'Allemagne, qui cherchent à réduire les tensions sur le Vieux Continent.

4300 MILITAIRES FRANÇAIS SONT ENGAGÉS DANS LES MISSIONS DE L'OTAN EN 2016.

UNE PRÉSENCE PERMANENTE DE L'OTAN DANS LES PAYS DE L'EST EST ÉVOQUÉE

En amont de ce sommet, l'Alliance a montré ses muscles en multipliant les exercices militaires. Le dernier en date a mobilisé, en juin, plus de 31 000 hommes en Pologne et dans les pays Baltes. Une présence permanente de l'Otan dans les pays de l'Est est évoquée. Au total, 4 000 soldats de l'Alliance atlantique devraient stationner prochainement sur les bords de la Baltique.

À cela s'ajoute le déploiement du bouclier antimissiles, lancé sous la présidence de George W Bush. Officiellement, il est tourné contre l'Iran malgré un récent accord sur le nucléaire. Les Russes s'inquiètent d'un projet qui met à mal leur dissuasion nucléaire. En effet, les Occidentaux seraient « sous cloche », protégés d'une attaque atomique, tandis qu'ils pourraient continuer de menacer de l'utiliser contre leurs rivaux. Des éléments de ce bouclier antimissiles viennent d'être déployés le mois dernier en Roumanie, sur la base de Deveselu.

L'Alliance pousse le bouchon toujours plus loin. Les derniers déplacements du secrétaire d'État de Barack Obama en sont l'illustration la plus criante. Mercredi, à Tbilissi, John Kerry a signé un « partenariat de défense » avec le gouvernement de la Géorgie, un pays frontalier de la Russie. Jeudi, Kerry était en Ukraine, pays en guerre civile du fait d'un affrontement interne sur les alliances internationales : les autorités de Kiev regardant vers l'Union européenne et l'Otan, les séparatistes vers Moscou. Dans ce conflit, l'Otan soutient un régime autoritaire et lui apporte un appui non négligeable. Samedi, le président Petro Porochenko est d'ailleurs invité aux festivités pour un conseil OtanUkraine. « La pression se fait forte sur la Russie. L'Otan va même jusqu'à appuyer un gouvernement fasciste à Kiev », dénonce Alexander Neu, député Die Linke au Parlement allemand chargé des questions de défense.

Le conflit ukrainien montre que l'Otan n'est pas en mesure d'apporter la sécurité en

Europe. Pis, « la politique d'encerclement de la Russie entraîne une augmentation des dépenses d'armement », alerte Roland Nivet, porte-parole du Mouvement de la paix. Lors du dernier sommet, en septembre 2015, les États s'étaient engagés à consacrer 2 % de leur PIB à leur effort de défense.

Un objectif particulièrement suivi par les pays de l'Est. Pour apporter la paix sur le Vieux Continent, il faudrait mettre une autre organisation à la manœuvre, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle participe Moscou. L'OSCE, fruit des accords d'Helsinki de 1975, a permis par le passé d'accompagner la détente avec l'Union soviétique, puis de coopérer avec la Russie sur certains dossiers. Depuis les accords de Minsk, la plupart des progrès enregistrés sur le dossier ukrainien l'ont été par l'entremise de l'OSCE, et non de l'Otan.

Sous la férule états-unienne les généraux américains détiennent la quasi-totalité des leviers de commande, l'Alliance entraîne les pays de l'Otan dans une logique de confrontation et de dépendance. Les États-Unis l'assument.

Le brouillon du programme du Parti démocrate, dans sa version du 1er juillet, ne dit pas autre chose : « L'Amérique doit diriger dans le monde, afin de faire croître notre économie, protéger nos intérêts. » Hors de question de « céder la responsabilité de diriger à d'autres », lit-on dans le document. Et dans ce cadre, l'Europe joue un rôle bien précis. Elle « reste l'indispensable et principal partenaire des États-Unis en matière de sécurité globale ».

L'Europe est embarquée dans les politiques militaristes de Washington. L'un des points à l'ordre du jour de ce sommet est la poursuite des opérations de l'Otan en Afghanistan. L'Alliance y est intervenue, sous la houlette de George W. Bush, en 2001. Les talibans ont certes été délogés de la capitale, mais restent influents sur de vastes portions de territoire, au point que les autorités afghanes sont contraintes de

négocier avec eux. Barack Obama, qui avait amorcé un tournant dans la politique étrangère, doit se résigner, à la fin de son mandat, à y maintenir des troupes. 8400 soldats seront donc stationnés sur place en 2017, contre les 5 500 prévus, vient d'annoncer, mardi, le président des États-Unis. Force est de constater que « rien n'a été résolu en Afghanistan », pointe encore Roland Nivet, qui déplore que « les

décisions concernant la sécurité soient de plus en plus prises au G8, au G20, à l'Otan, mais pas à l'ONU ». Cette mise à l'écart des Nations unies par Washington a conduit à l'intervention américaine en Irak, en 2003. Là aussi, s'ensuivit un chaos. Le même chaos que connaît la Libye depuis l'intervention militaire de 2011.

«L'EUROPE EST EMBARQUÉE DANS LES POLITIQUES MILITARISTES DE WASHINGTON.»

LA TURQUIE EST LA DEUXIÈME ARMÉE DE L'OTAN

Alors que la Méditerranée aurait besoin de paix, la politique de certains États membres de l'Otan va dans un sens opposé. La Turquie est la deuxième armée de l'Otan. Sa politique au Proche-Orient, avec un jeu trouble envers les groupes djihadistes en Syrie et une répression contre les Kurdes à l'intérieur de ses propres frontières, déstabilise la région. Israël est l'un des principaux alliés des États-Unis. La rancœur née du conflit israélo-palestinien nourrit les frustrations

d'une partie de la jeunesse au sud de la Méditerranée.

Alors qu'il faudrait établir des politiques de coopération économique, politique, éducative, ces questions ne seront pas à l'ordre du jour du sommet. Le « renforcement de l'Alliance sur le flanc sud » sera, lui, discuté. Il devrait notamment consister en une aide de l'Otan à l'opération maritime de l'UE... qui s'occupe de la lutte contre l'immigration illégale en Méditerranée. Une autre politique commande de sortir de l'Otan.

À Saint-Pétersbourg, l'Otan est vécue comme une menace

VADIR KAMENKA

RUSSIE Le sommet de l'Alliance atlantique s'ouvre à Varsovie, en Pologne. À Saint-Pétersbourg, les tensions Est-Ouest alimentent les craintes de la population.

Saint-Pétersbourg, correspondance.

En ce début juillet, les habitants de Saint Pétersbourg semblent surtout préoccupés par une météo catastrophique. Mais l'Ukraine et la dégradation des relations avec l'Occident les inquiètent également. À la télévision, on assiste à des débats passionnés entre commentateurs et

spécialistes russes et ukrainiens sur le sommet de l'Otan qui se tient, vendredi et samedi, à Varsovie. Lors de l'une de ces émissions sur la chaîne publique Rossiya, les défenseurs des thèses russes n'ont pas mâché leurs mots, affirmant que cette réunion constituait « un réel danger

pouvant conduire à une situation conflictuelle ».

La présence du président ukrainien, Petro Porochenko, dans la capitale polonaise aux côtés des 28 États membres de l'Otan n'apaise pas les choses. Elle a été qualifiée de provocation par la presse russe. Les critiques vont jusqu'à affirmer que « l'Otan et les États-Unis font obstacle à la réalisation des accords de Minsk II (accords de paix en Ukraine) » dans le but « d'utiliser l'Ukraine pour mettre en oeuvre sa politique de "containment" de la Russie ».

La volonté de mettre en place une force de déploiement rapide, de créer des bases et de stationner des unités aux portes de la Russie en Pologne et dans les pays Baltes constitue une ligne rouge aux yeux de Moscou. Les stratégies décidées à Varsovie pourraient faire entrer la relation entre Otan et Russie « dans une nouvelle ère, avec un risque accru de déboucher sur un conflit Est-Ouest ». De nombreuses voix estiment que cette orientation de l'Alliance remet en cause l'existence du partenariat Otan-Russie alors qu'une réunion doit se tenir le 13 juillet.

Si ces questions font débat au sein de la population, la principale préoccupation reste la crise économique. L'augmentation des prix en raison de la chute du rouble, qui a perdu 60 % de sa valeur, et la baisse des cours du pétrole et du gaz font craindre une période de chaos. Le tout sur fond de sanctions économiques qui viennent d'être reconduites par l'Union européenne. Les années 1990, la dernière grande période de crise, demeurent dans toutes les têtes. « Nous espérons ne pas avoir à revivre cette période où les magasins étaient totalement vides, les files d'attentes interminables pour avoir de quoi se nourrir, les familles qui perdaient leur travail. L'absence d'espoir avait poussé de nombreuses familles à se suicider », explique Natacha, enseignante à Saint-Pétersbourg.